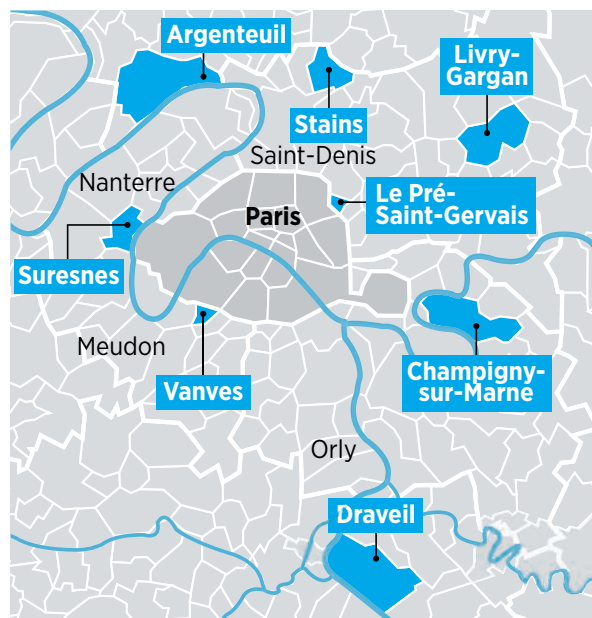




92 | SURESNES L'Association régionale des cités-jardins d'Île-de-France organise ces jeudi et vendredi un colloque pour plancher sur les moyens de préserver, valoriser et actualiser sans le dénaturer ce patrimoine urbain.

Les défenseurs des cités-jardins veulent les moderniser

HUIT CITÉS-JARDINS LABELISÉES* EN ÎLE-DE-FRANCE



*Patrimoine d'intérêt régional

SOURCE : CITESJARDIN-IDFFR.

LP/INFOGRAPHIE.



La cité-jardin de Suresnes fait partie des 80 que compte la région. Elles accueillent de quelques dizaines à 4 000 logements.

HENDRIK DELAIRE

SENSIBILISER le grand public à la valeur patrimoniale des cités-jardins, c'est l'objectif de l'Association régionale des cités-jardins d'Île-de-France créée en 2015. Cette dernière a décidé de passer à la vitesse supérieure en organisant jeudi et vendredi le colloque international « Des cités-jardins pour le XXI^e siècle » au théâtre de Suresnes. Un événement qui se tient dans le cadre de la onzième édition du « Printemps des cités-jardins ».

Principales caractéristiques de ces lieux : un mix de logements collectifs et individuels implantés autour de « clos », des espaces en retrait de la rue pour laisser place à la nature, de nombreux espaces verts mettant en valeur les arbres existants, une architecture ornementale et une hiérarchisation des circulations avec des chemins piétonniers, comme des venelles.

Lors du colloque, chercheurs, architectes, urbanistes venus de onze pays, mais

aussi représentants de collectivités territoriales et habitants viendront échanger sur les moyens de préserver et de valoriser les cités-jardins, dont certaines sont confrontées à la pression foncière et au renouvellement urbain.

« L'idée est de voir comment les cités-jardins sont perçues, valorisées et protégées dans les autres pays », explique Marie-Pierre Deguillaume, directrice du Musée d'histoire urbaine et sociale (MUS) de Suresnes, un des coorganisateur de l'événement.

Remplacées par les grands ensembles durant les Trente Glorieuses

Des solutions susceptibles d'inspirer l'association, constituée de collectivités territoriales, de bailleurs sociaux et d'habitants, qui a répertorié environ 80 cités-jardins dans la région. « Elles peuvent aller de quelques dizaines à 4 000 logements, comme c'est le cas à la Butte Rouge à Châtenay-Malabry », explicite Benoît Pouvreau, historien

du conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Concept né en Angleterre à la fin du XIX^e siècle, les premières cités-jardins françaises portées par des coopératives ouvrières sortent de terre vers 1910, mais nombre d'entre elles sont construites dans les années 1920-1930 pour accueillir du logement social.

Mais durant les Trente Glorieuses, elles tombent en désuétude et laissent la place aux grands ensembles qui ont la préférence des urbanistes pour densifier l'habitat. « À cette époque, une dizaine de cités-jardins ont été intégralement détruites, comme aux Lilas, d'autres amputées. C'est le début d'une prise de conscience patrimoniale », relève Benoît Pouvreau.

Afin de préserver leurs cités-jardins, plusieurs communes les inscrivent au titre des sites remarquables, comme Stains (Seine-Saint-Denis) dès 1976 ou encore Suresnes et Le Pré-Saint-Gervais dans les années 1980. Au fil des ans, certaines modifient leur plan local d'urbanisme

(PLU) et huit d'entre elles ont obtenu le label « Patrimoine d'intérêt régional ».

Une manière de développer leur potentiel touristique, mais aussi d'encadrer leurs réhabilitations, dont certaines ont contribué à dénaturer l'esprit urbanistique et architectural des origines, et d'éviter des démolitions reconstructions.

Les associations de défense du patrimoine et certaines collectivités ont parfois des points de vue divergents sur l'avenir des cités-jardins. C'est le cas au sujet de la Butte Rouge à Châtenay-Malabry, qui n'est pas adhérente de l'association.

Des habitats à mettre aux normes actuelles

« Il faut faire de la pédagogie, notamment auprès des habitants qui n'ont pas toujours conscience de vivre dans un patrimoine particulier », confie Marie-Pierre Deguillaume, qui ne nie pas la nécessité de mettre aux normes ces logements parfois centenaires.

« Si, à l'époque, les logements étaient d'un grand

confort avec l'électricité, l'eau courante et le raccordement au tout à l'égout, ils ne sont plus aux normes d'accessibilité. Ils n'ont à l'origine pas d'ascenseurs, ni de place de parking, et ne bénéficient pas d'isolation thermique et phonique aux normes ». « Il n'est pas question de tout figer et de mettre sous cloche. Il est possible de conserver le patrimoine et de le mettre aux normes sans démolition », assure Benoît Pouvreau.

D'autant plus que les cités-jardins présentent des avantages pour répondre aux défis actuels, comme le rappelle la directrice du MUS. « Elles rassemblent beaucoup de solutions à des problématiques actuelles d'urbanisme, de mixité sociale mais aussi en termes de développement durable, avec leurs nombreux espaces verts qui fournissent des îlots de fraîcheur. » ■

Ce jeudi, de 9 heures à 17 h 35, et vendredi, au théâtre de Suresnes Jean-Vilar. Plus d'informations sur citesjardins-idff.fr.



Elles rassemblent beaucoup de solutions en termes de développement durable, avec leurs nombreux espaces verts qui fournissent des îlots de fraîcheur

MARIE-PIERRE DEGUILLAUME, DIRECTRICE DU MUSÉE D'HISTOIRE URBAINE ET SOCIALE DE SURESNES